

# Contre l'Austérité et la Régression Sociale

Lyon, le 19 Janvier 2012

En ce début d'année 2012 et à la veille de la venue sur Lyon du Président de la République et dans le cadre du Sommet Social sur l'emploi, se sont 2 000 manifestants, hier, mercredi 18 janvier, qui ont défilé dans les rues de Lyon à l'appel de la seule CGT pour réaffirmer leurs exigences en matière de répartition des richesses.

**Sommet social sur l'emploi : Sarkozy redécouvre subitement « le dialogue social » et convoque les syndicats patronaux et salariés**

**La Protection sociale est en danger !**

**La hausse de la TVA, c'est la hausse des prix de tous les biens de consommation !**

**Ce sont les salariés, les chômeurs et les retraités qui paient !**

Hausse de tous les taux de TVA d'environ 2 points :  
 Tous les biens de consommation augmenteraient mécaniquement : Quand 10% des revenus les plus bas contribueraient à 11,5 % de l'ensemble de la TVA, les 10% des revenus les plus élevés n'en paieraient que 5,2% !



**Quelles sont les exigences du Gouvernement et du Patronat ?**

**LE DEMENTELEMANT !!!**

- Des bases du financement de la Sécurité Sociale
- Davantage de flexibilité dans les horaires de travail
- Des mesures fiscales et financières pour alléger le « coût du travail » : suppression des prestations familiales, du versement transport à la charge des entreprises et exonérations des cotisations sur les salaires jusqu'à 3 fois le SMIC
- Hausse de la CSG, de la TVA
- Assouplissement de certaines règles en matière d'hygiène et de sécurité, etc...
- La baisse des salaires, en proposant des accords « maintien d'emploi si baisse de salaire ». Pour la CGT ce serait donnant/perdant pour les salariés.

**Face à ce chantage, la CGT réaffirme ces exigences :**

**REELLE REPARTITION DES RICHESSES !!!**

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux, faire respecter l'égalité salariale femmes/hommes
- Contrôler les aides publiques aux entreprises
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- Stopper les suppressions d'emplois
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- Réformer la fiscalité en profondeur
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

**A l'issue du Sommet dit « Social », de prochaines rencontres entre les différentes Organisations Syndicales, devraient déterminer les perspectives d'actions à venir, Pour plus de justice sociale !**

**Salarié(e)s mobilisés : les revendications se gagnent dans la rue !!!**